



Les élus ruraux multiplient les appels à "un plan d'urgence" pour les campagnes

Politique gouvernement ruralité territoires élections législatives France2022

FRS-FR 23 juin 2022 #JLZ71 : Suites des élections législatives en France

Après la vague du Rassemblement national dans les zones rurales lors de la présidentielle et des législatives, les élus demandent un "plan d'urgence" pour la **ruralité** et la nomination d'un ministre qui s'y consacre entièrement.

"Les habitants ont exprimé un message très fort" lors des récentes élections, explique à l'AFP le sénateur centriste du Cantal Bernard Delcros, élu cette semaine président du Parlement rural, organisme qui regroupe des élus, des chefs d'entreprises et des associations.

"Il y a longtemps qu'il y a un ressenti dans les territoires ruraux. Un malaise qui s'est exprimé cette fois-ci par une révolte électorale", souligne-t-il, rappelant que Marine Le Pen était arrivée en tête au second tour de la présidentielle dans "57% des communes de moins de 1.000 habitants".

Selon un décompte de l'AFP, le RN a confirmé ces résultats lors du second tour des législatives, en l'emportant dans 9.633 communes sur près de 34.000, la plupart d'entre elles dans des zones rurales qui représentent 33% de la population nationale et 88% du territoire.

Au cours de la campagne des législatives, où son parti a réalisé une percée en obtenant 89 députés, Mme Le Pen a joué très clairement la carte rurale, assurant que le RN était le seul parti à s'y "intéresser".

"Ce n'est pas un vote d'extrême droite. Ce sont des gens qui ont exprimé les inquiétudes de la **ruralité** à travers leur ressenti", nuance le sénateur non encarté.

"Si on prend la **ruralité** dans sa globalité, le RN y est pratiquement majoritaire", observe toutefois Michel Fournier, président de l'Association des maires ruraux (AMRF), regrettant que "la dimension du problème n'ait pas forcément été bien évaluée" à propos des campagnes où l'absence de services publics ou la flambée des prix du carburant ont pesé sur le vote.

- "Troisième alerte" -

Pour M. Delcros, le résultat des élections constitue "le troisième message d'alerte" lancé par les habitants des campagnes au cours des quatre dernières années.

"Le premier a eu lieu en 2018 avec le mouvement des +gilets jaunes+ qui a débuté et s'est développé en **ruralité**, puis le deuxième lors du 'grand débat' qui a suivi avec un message clair envoyé à l'exécutif l'appelant à ne pas oublier la **ruralité**", explique-t-il.

A l'époque, le gouvernement a réagi en lançant dans la foulée l'agenda rural et en créant un poste de secrétaire d'Etat à la **Ruralité**.

"Mais ce n'est visiblement pas suffisant", constate M. Fournier qui, comme M. Delcros, appelle l'Etat à aller plus loin.

"Ne pas prendre en compte cette troisième alerte serait inconscient et irresponsable après les résultats des élections", plaide le sénateur du Cantal, qui demande à l'exécutif de "passer à la vitesse supérieure".

Il demande "un plan d'urgence pour la **ruralité** qui tienne compte de cette réalité et de ces territoires".

De son côté, l'Association des petites villes de France (APVF), présidée par Christophe Bouillon, maire socialiste de Barentin (Seine-maritime), a aussi demandé "solennellement" à Emmanuel Macron et au gouvernement de prendre en compte "un vote de colère et de profonde inquiétude".

Dans un communiqué, elle appelle à "créer sans tarder les conditions de l'élaboration d'un pacte de confiance entre l'Etat et les territoires en portant une attention beaucoup plus soutenue aux petites villes et au monde rural".

Aussi bien pour M. Delcros que M. Fournier, la solution passe aussi par la nomination d'un ministre à la **Ruralité**, constatant que le gouvernement actuel d'Elisabeth Borne ne compte même pas un secrétaire d'Etat dans ses rangs. "Un mauvais message envoyé aux campagnes", regrette le sénateur.

Le président de l'AMRF est d'autant plus convaincu du besoin d'un ministère qu'il craint l'arrivée de nouveaux députés à l'Assemblée nationale ne connaissant pas forcément les enjeux dans les campagnes.

"Ce ne sont pas des territoires où vivent beaucoup de responsables politiques et nous craignons une méconnaissance de beaucoup de candidats élus comme en 2017 avec des gens qui n'ont pas forcément exercé de responsabilités locales", explique M. Fournier.

"Le risque c'est que ce soit encore la technocratie qui prenne le relais", redoute-t-il.

Frédéric BOURIGAULT

Adjoint au rédacteur en chef France

11,13 Place de la Bourse - 75002 Paris

Tél. : +33 1 4041 8801 - Port. : + 33 6 76 93 42 93